Trans-en-Provence

Modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme

Mise à disposition du public Dossier administratif

	liberation engageant la modification simplifiée n°2 et précisant les moda disposition du public	lites de 2
2. No	tification des Personnes Publiques Associées	5
3. Av	is reçus des Personnes Publiques Associées	6
3.1.	Avis conforme de la MRAe	
3.2.	Avis du département	<u>9</u>
3.3.	Avis de la chambre d'agriculture	10
3.4.	Avis de Dracénie Provence Verdon Agglomération	13
4. Inf	ormation du public de la mise à disposition	14
4.1.	Parution presse dans Var-matin le 3 novembre 2025	14
4.2.	Publication sur le site internet de la mairie	15
4.3.	Affiches en mairie et sur les nanneaux d'information de la commune	16

1. Délibération engageant la modification simplifiée n°2 et précisant les modalités de mise à disposition du public

Envoyé en préfecture le 30/07/2025 Reçu en préfecture le 30/07/2025 Publié le 31/07/2025 ID : 083-218301414-20250729-DCM2E290725-DE



COMMUNE DE TRANS-EN-PROVENCE

Département du Var - Arrondissement de Draguignan

Conseillers en exercice: 29 Conseillers présents: 20 Conseillers représentés: 5 Conseillers absents excusés: 2 Conseillers absents: 2

Conseniers and

Quorum: 15

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Trans-en-Provence

Séance du 29 juillet 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le 29 juillet à 18 heures et trente minutes, les membres du conseil municipal de la commune de TRANS-EN-PROVENCE, dûment convoqués le 22 juillet 2025, se sont réunis à la salle culturelle et polyvalente de Trans-en-Provence, sous la présidence de Monsieur Alain CAYMARIS, Maire.

PRÉSENTS: M. CAYMARIS Alain, M. MISSUD Nicolas, Mme AMOROSO Anne-Marie, M. GODANO Jacques, Mme FERRIER Hélène, M. DUVAL Jean-Michel, Mme LONGO Anne-Laure, M. AURIAC Georges, Mme ANTOINE Françoise, Mme RIGAUD Anne-Marie, Mme LEVEQUE Eva, M. SCRIMALI David, M. BONHOMME Jean-Yves, Mme FORMICA Sophie, M. NIEDDA Nicolas, M. GARNIER Thomas, Mme RENNAULT Alicia, M. COSTA François, M. FOURISCOT Jean, M. Marc ESTEVE.

ABSENTS REPRÉSENTÉS:

M. GUYOT Jean-Paul par M. GODANO Jacques, Mme MORALES Stéphanie par Mme AMOROSO Anne-Marie, M. BREMOND Brice par Mme FERRIER Hélène Mme DELOLY Aline par M. NIEDDA Nicolas, M. LIMASSET Jean-Paul par M. MISSUD Nicolas

ABSENTS EXCUSÉS :

Mme ANTON Sophie M. WURTZ Michel

ABSENTES:

Mme ZENTELIN Guillemette, Mme REGLEY Catherine.

Madame Françoise ANTOINE a été désignée en qualité de secrétaire de séance par le conseil municipal (Article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales).

<u>Point n°2e – 2025/045</u>: Délibération prescrivant la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et précisant les modalités de mise à disposition du dossier au public.

Rapporteur: Mme Anne-Laure Longo

Envoyé en préfecture le 30/07/2025

Recu en préfecture le 30/07/2025

Publié le 31/07/2025

ID: 083-218301414-20250729-DCM2E290725-DE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-45 et suivants ;

Vu le Plan Local de l'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal du 13 juin 2013 ;

Vu la modification simplifiée n°1 du Plan Local de l'Urbanisme approuvée par délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2016 ;

Vu la modification de droit commun du Plan Local de l'Urbanisme approuvée par délibération du Conseil Municipal du 27 février 2024 ;

Monsieur le Maire expose au conseil municipal qu'il convient d'engager une procédure de modification simplifiée n°2 afin de supprimer et réduire des emplacements réservés, de compléter les règles relatives aux clôtures et remblais, de préciser les conditions relatives à l'implantation des constructions en limite séparative, d'apporter des dispositions relatives aux annexes des constructions et des précisions aux règles portant sur les constructions existantes et légales situées en zones 2AU et Ue, et de compléter les règles relatives aux stationnements et aux espaces libres en zone Ue.

Cette procédure se déroulera conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et en particulier ses articles L153-45 et suivants

Ainsi:

Le dossier de modification simplifiée n°2, comportant l'exposé des motifs de la procédure et le projet de règlement, de zonage et la liste des emplacements réservés modifiés, sera notifié aux personnes publiques associées, après que la Mission Régionale d'Autorité Environnementale aura été saisie au Cas par Cas. Cette dernière dispose d'un délai légal de deux mois pour se prononcer.

Conformément à l'article L153-47 du code de l'urbanisme, le projet de modification, l'exposé des motifs et les avis des Personnes Publiques Associées doivent être mis à disposition du public pendant 1 mois dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

En conséquence, le Conseil Municipal est invité à :

- Décider d'engager la procédure de modification simplifiée n°2 du PLU,
- Préciser les modalités de mise à disposition du public suivantes :

Le projet de modification, l'exposé des motifs et les avis des Personnes Publiques Associées, accompagnés d'un livre blanc seront mis à disposition du public à l'accueil de la mairie, du lundi 17 novembre 2025 au mardi 16 décembre 2025 inclus, soit pendant une durée d'un mois. Le dossier sera également consultable sur le site internet suivant : www.transenprovence.fr

Un avis sera inséré en caractère apparent dans un journal diffusé dans le département au moins 8 jours avant le début de la mise à disposition, et affiché en mairie, sur le site internet de la commune et sur les panneaux d'informations communales.

A l'issue de la mise à disposition du public, Monsieur le Maire présentera le bilan au conseil municipal qui en délibèrera et adoptera la modification simplifiée n°2 du PLU éventuellement modifiée pour prendre en compte les observations du Public et des Personnes Publiques associées.

Envoyé en préfecture le 30/07/2025 Reçu en préfecture le 30/07/2025 Publié le 31/07/2025 ID : 083-218301414-20250729-DCM2E290725-DE

- Dire que cette délibération sera transmise :
 - au Préfet du Département du Var,
 - au Président du Conseil Régional PACA,
 - au Président du Conseil Départemental du Var,
 - au Président de l'agglomération DPVA,
 - au Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie,
 - au Président de la Chambre des Métiers,
 - au Président de la Chambre d'Agriculture,
 - au président de l'institut national des appellations de l'origine et de la qualité,
 - au président du centre national de la propriété forestière,
 - aux Maires des communes limitrophes.
- Préciser que la présente délibération fera l'objet :
 - d'un affichage en mairie durant un mois ;
 - La mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide d'adopter cette délibération.

Ainsi fait, les jour, mois et an ci-dessus, Suivent les signatures, Pour extrait certifié conforme,

La secrétaire de séance,

Françoise ANTOINE

Monsieur Le Maire,

Alain CAYMARIS

2. Notification des Personnes Publiques Associées

PPA ayant émis un avis
X
X
X
Х

3. Avis reçus des Personnes Publiques Associées

3.1. Avis conforme de la MRAe







Avis conforme n° 005145/KK AC PLU

de la Mission Régionale d'Autorité environnementale

Provence - Alpes- Côte d'Azur

concluant à l'absence de nécessité

d'évaluation environnementale de la

modification simplifiée n°2 du PLU

de Trans-en-Provence (83)

N°MRAe 005145/KK AC PLU

Avis conforme N° 005145/KK AC PLU du 28/10/25 sur la modification simplifiée n°2 du PLU de Trans-en-Provence (83)

La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II :

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-33 à R.104-37;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) ;

Vu l'arrêté du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret 2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles ;

Vu les arrêtés du ministère de la Transition écologique des 19 juillet 2023 et 22 février 2024 portant nomination de membres de Missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la MRAe du 21 septembre 2023 portant délégation à Philippe Guillard, président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA, Jean-Michel Palette, Jean-François Desbouis, Jacques Legaignoux et Sandrine Arbizzi, membres de l'IGEDD, pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas relevant du Code de l'urbanisme ou du Code de l'environnement;

Vu la réception initiale enregistrée sous le numéro 005145/KK AC PLU en date du 29/08/2025, relative à la modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Trans-en-Provence (83) déposée par la commune de Trans en Provence en application des articles R.104-33 à 37 du Code de l'urbanisme ;

Considérant que la commune de Trans-en-Provence, d'une superficie de 16,99 km², compte 6 595 habitants (recensement INSEE 2022) ;

Considérant que le plan local d'urbanisme (PLU), approuvé le 13/06/2013, a fait l'objet d'un avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement en date du 04/10/2012;

Considérant que la modification simplifiée n°2 du PLU a pour objet de :

- supprimer (projet réalisé) et réduire (zone de rétention pluviale : mise à jour au vu du schéma directeur) des emplacements réservés en zones N, A et U;
- compléter les règles relatives aux clôtures et remblais ;
- préciser les conditions relatives à l'implantation des constructions en limite séparative ;
- apporter des dispositions relatives aux annexes des constructions : limitation de la taille des piscines à 50 m² d'emprise et 80 m³ de volume maximum;
- apporter des précisions aux règles portant sur les constructions existantes et légales situées en zones 2AU et Ue (hauteur 3,5 m, emprise maximum 20 m², implantation en limite séparative limitée à un linéaire de 7 m);
- compléter les règles relatives aux stationnements et aux espaces libres en zone Ue : augmentation de la part des espaces plantés dans la part d'espace libre de construction en zone Ue, stationnement perméable ;

Avis conforme N°005145/KK AC PLU du 28/10/25 sur la modification simplifiée n°2 du PLU de Trans-en-Provence (83)

Considérant qu'au regard des éléments transmis par la personne publique responsable et des enjeux connus par la MRAe, la modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Trans-en-Provence (83) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

REND L'AVIS CONFORME QUI SUIT:

Le projet de modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Trans-en-Provence (83) ne nécessite pas d'évaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la commune de Trans en Provence rendra une décision en ce sens.

Le présent avis ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Il ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Trans-en-Provence (83) est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

L'avis est mis en ligne sur le portail internet de l'évaluation environnementale.

Fait à Marseille, le 28 octobre 2025

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale, Philippe GUILLARD, président de la MRAe PACA

Avis conforme N°005145/KK AC PLU du 28/10/25 sur la modification simplifiée n°2 du PLU de Trans-en-Provence (83)

3.2. Avis du département





14 OCT. 2025

COURRIER ARRIVE

Le Président

Monsieur Alain CAYMARIS
Maire de Trans-en-Provence
Hôtel de ville
25 avenue de la Gare
83 720 Trans-en-Provence

Affaire suivie par : Barbara BRIDOUX Direction des infrastructures et de la mobilité Pôle territorial Dracénie Verdon 2: 06 26 30 45 39

Nos réf : D25-03831

Vos réf : ER/EM/JC du 1er septembre 2025

Toulon, le 10/10/2025

Monsieur le Maire,

Par courrier reçu le 5 septembre 2025, vous avez transmis au Département, pour avis, le projet de modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme de votre commune.

J'émets un avis favorable sur cette modification simplifiée du plan local d'urbanisme.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'expression de ma considération distinguée.

Jean-Louis MASSON

390, avenue des Lices • CS 41303 • 83076 Toulon Cedex • Tél. 04 83 95 00 00 • www.var.fr

3.3. Avis de la chambre d'agriculture





Monsieur le Maire Mairie de Trans-en-Provence 25, Avenue de la Gare 83720 TRANS-EN-PROVENCE

Service : Foncier Aménagement Territoires
Dossier suivi par :Théo SATTA
Nos Réf :SA/FA/SV/TS
Visa Direction :

Draguignan, le 27 octobre 2025

Objet : Modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Trans-en-Provence - Avis de la Chambre Départementale d'Agriculture du Var Lettre R +AR

Monsieur le Maire,

Conformément aux prescriptions législatives et réglementaires contenues dans le Code de l'Urbanisme, le 05 septembre 2025, nous avons été rendus destinataire du projet de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de votre commune afin de recueillir l'avis de notre Compagnie Consulaire, au plus tard, le 07 novembre 2025.

La présente modification a pour objets de supprimer et réduire des emplacements réservés. Elle cible également la modification du règlement sur différents aspects.

Le dossier, en l'état où il nous a été transmis, appelle de notre part des observations.

Siège 26, boulevard Jean Jaurès CS 40203 83006 Draguignan Cedex

Antenne de Vidauban 70, avenue du président Wilson 83550 Vidauban

> Antenne de Hyères 727, avenue Alfred Décugis 83400 Hyères

04 94 50 54 50 contact@var.chambagri.fr

République Française Etablissement public Loi du 31/01/1924

www.chambre-agriculture83.fr

Concernant le règlement

La modification simplifiée prévoit l'encadrement des annexes des habitations existantes et légales en zones Ue et 2AU. Nous souhaitons qu'il soit précisé que pour tout projet d'annexe, sur une parcelle limitrophe à la zone agricole, une distance de 20 m doit être respectée avec la limite séparative. Cette disposition vise à ne pas imposer de nouvelles contraintes



techniques à l'exploitant agricole à proximité notamment dans son itinéraire technique (Zone de Non-Traitement...)

Concernant la définition de la surface maximale des piscines en zones agricole et naturelle, nous souhaitons que soit précisé que la surface de la piscine et de sa plage imperméabilisée soient limitées à 80 m².

Concernant la modification des emplacements réservés

Nous saluons la modification de l'ER 63 et notamment sa suppression sur la parcelle F107 et sur une partie de la parcelle F120 qui sont en zone agricole et qui semblent être cultivées.

Les parcelles F164 et F166 sont, elles, maintenues dans l'ER 62, à ce titre nous réitérons notre avis formulé dans le cadre de la modification n°2 du PLU en 2023.

Nous sommes conscients de la nécessité de réalisation de travaux d'aménagement liés à la mise en sécurité des personnes et des biens face au risque inondation. Cependant, ces aménagements vont impacter des exploitations et zones agricoles, induisant une consommation de foncier agricole et des effets sur l'économie agricole. La modification comprend notamment la création de 4 nouveaux emplacements réservés sur des espaces avec des enjeux agricoles.

Il est indispensable que ces projets visent au maintien du potentiel de production agricole. Pour ce faire, la CA83 s'appuie sur la méthode Eviter – Réduire – Compenser (ERC) appliquée à l'agriculture :

- « Eviter » : Eviter tout impact sur la zone ou espace agricole en étudiant d'autres sites potentiels d'accueil.

S'il est démontré l'impossibilité de reporter le projet hors de la zone ou espace agricole, il convient de justifier l'intérêt du projet et de réduire son impact.

- « Réduire » : Réduire l'impact du projet sur l'agriculture (par son dimensionnement, aménagement...) et mesurer les effets du projet sur l'agriculture (effets directs et indirects) afin de compenser les impacts.
- « Compenser » : Compenser les impacts du projet sur l'agriculture pour permettre :



- aux exploitants impactés de poursuivre leurs activités (recherche de foncier...);
- aux filières de pallier aux effets du projet ;
- au territoire de maintenir son dynamisme et ses perspectives agricoles.

Cette démonstration demandée par la CA83, est détaillée dans le Guide méthodologique pour le maintien du potentiel de production agricole, issue d'un travail partenarial avec les co-signataires de la « Charte pour une reconnaissance et une gestion durable des territoires à vocation agricole ». Ce document est accessible sur notre site internet.

Cette approche vaut tant sur le foncier exploité que le foncier exploitable. En effet, sur ce dernier point, une parcelle agricole sous exploitée (friche) présente un potentiel agricole et doit être prise en compte dans l'analyse afin de viser au maintien du potentiel de production agricole.

C'est en ce sens qu'un travail devra être conduit sur l'emplacement réservé suivant : ER 62 : Parcelles viticoles en culture (F164 et F166).

En conséquence, la Chambre d'Agriculture émet un avis favorable sur la modification simplifiée n°2 du PLU de Trans-en-Provence sous réserves de la prise en compte des éléments ci-dessus.

Les observations que nous formulons ici, le sont au nom des intérêts généraux de la Profession agricole et de l'Agriculture que nous avons pour mission de représenter et de défendre pour répondre aux objectifs de développement durable de cette activité économique.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sincères salutations

Sylvain AUDEMARD,

Président

de la Chambr<u>e d'Agr</u>iculture du Var

CS 40203 DRAGUIGNAN cede

3.4. Avis de Dracénie Provence Verdon Agglomération

NOUS SUIVRE SUR Dracenie.com



Direction du Territoire Dracénien

Service Urbanisme

Affaire suivie par Gaëlle DUPUIS Tél: 04 830 830 57 gaelle.dupuis@dracenie.com Réf: VD/GD/n°2025_25



Monsieur le Maire Alain CAYMARIS Hôtel de Ville 25 Avenue de la Gare 83720 Trans-en-Provence

Draguignan, 2 4 SEP. 2025

Objet : Avis favorable sur le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Trans-en-Provence

Monsieur le Maire,

J'ai pris connaissance, avec une attention particulière, de l'ensemble des différents documents composant le projet de modification n°2 de votre commune et qui répondent aux attentes et aux objectifs poursuivis par notre collectivité en matière d'aménagement du territoire.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme, et après examen dudit projet, je vous informe que Dracénie Provence Verdon Agglomération exprime un avis favorable sur ce document de planification stratégique.

Aussi, nous restons à votre disposition pour toute collaboration future afin d'assurer la bonne mise en œuvre de ce document et de son articulation avec les politiques publiques de notre territoire.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de ma considération distinguée.

wities.

Richard STRAMBIO

VARMaire de Draguignan Conseiller régional Région Sud

Dracénie Provence Verdon audiomération

7, rue des Endronnes 83300 Draguignan

Tel.: 04 94 50 16 20 contact@dracenie.com

4. Information du public de la mise à disposition

4.1. Parution presse dans Var-matin le 3 novembre 2025

le 03/11/2025 Toulon Nice-Matin - Paru dans édition Certifié

L'EMPLOI

04.93.18.70.00

Offres d'emploi

HYERES et eaviroux. Je charche ex houses à tost faire pour entreties realisse et déposéance, pour 186 à 150 hourse/an. Je pais à l'Abuss en CESU. PARTICULIER Tél.04.04.65.86.56.

EMPLOYE(E) DE MAISON Ménege - repassage - petite cuisine Tél: 06.02,77.58.46

Holding Cerruti – Le Farlàde Cherche è Toulon EMPLOYE(E) NETTOYAGE JARDIN Temps percel Tél : 08.02.77.53.48

LES **LÉGALES**

> FORMALITÉS DIVERSES

FIN DE LOCATION GÉRANCI nes du fonda de commerce de SNACK RÓTISSERIE. TRATI

FIN DE LOCATION GERANCE

CESSATION DE GARANTIE nancière viete par la loi de 2 janvier 1970 dont bénéficie l'entité RZO Malasel Exception Immobilier sen N 21

pour son activité de : Transaction immobilière depuis le 24494/2000 auprila de son garant financier, GALIAN-SMAD-Société Anonyme, RCS 423 703 032, prendra fin trols jours francs après la publication du irosex aves. Les crèences, s'il en existe, devront être déclarées au siège de GALIAN-SMABTP, 89, rue la Solete, 7500E, Parle, dans les troit mois de la présente insertion.

> AVIS ADMINISTRATIFS



AVIS AU PUBLIC

odification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme

mourtwww.branspapervence.fr/.
see observations sur la registra dédié disponible à
h 13h30-17h et le vendred 8h30-12h30 13h30-15h30.
rier à:
la Gare Parane

PUBLIEZ VOS ANNONCES LÉGALES **FACILITEZ VOUS** LES FORMALITÉS! var-matin

var-matin LUNDI 3 NOVEMBRE 2025

29

APPELS D'OFFRES

> AVIS D'ATTRIBUTION

Métropole X
Toulon Provence
Méditerranée **AVIS D'ATTRIBUTION**

Attribution des lots « 3D - RDC Est » et « 3D - R+1 Ouest » du perc d'ectivités marines de Saint-Mandrier à l'entreprise Original Custum Components

ntame instance chargée des procédures de recours : Tribus ine CS 46610 - 83041 Toulon Codec Médinhone : 04.54.42.79.30 - Williappie : 04.94.42.79.89

> AVIS D'APPELS

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

sakrorie nrtv-szci-de

4 Formituser d'éderciata et de services sesocies pour les bâtin
idairage poblic de la commune des Adrets de l'Estarel ».

Nature du marché : fournitures
Cossilication (CP4:
- Principales: 31882000 - Approvidannement en électricité

Nature du marché : TonoDesalfication CPV :
Desalfication CPV :
Principale : 3882000 - Approvisionnement en électricité
- Compliamentaires : 58000001 - Distribution d'électricité et et
- Compliamentaires : 58000001 - Distribution d'électricité et et
- Le présent marché es papel évoir provider de publication d'aprés possible 2/12-2 et it 7.123-1 du code de la commanda publique.
21(2-2) et it 7.123-1 du code de la commanda publique.

Advance ouvreits : Véletre amoséée serien éta 00 000°C TC
- Marché set conclu pour une durie d'avrico paut

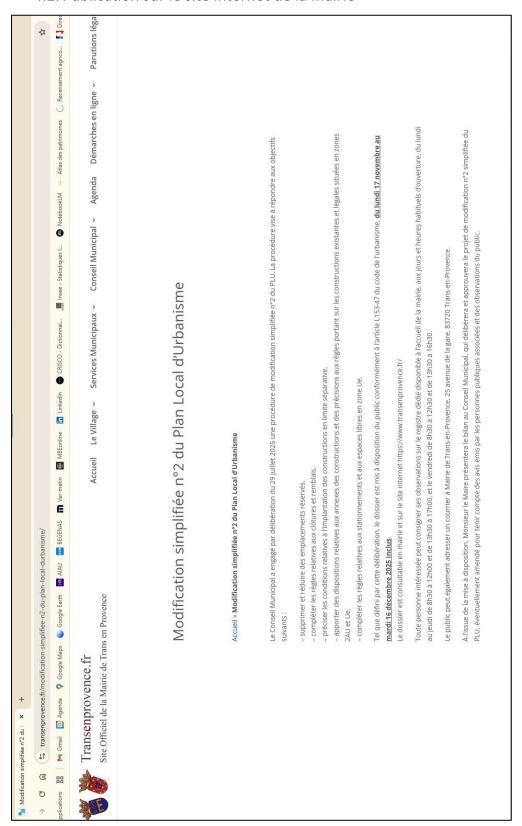
Syndicat de l'Eau du Var-Est S.E.V.E.

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

pôts de plis doivent être impérativament remis par vole dématérialisée. Pour cat avis intégral, accèder au DCE, poser des quescons à l'activateur, déposer un ur : imma:Navanu marches-publics, Info.

necommendons à nos annonceurs de bien vouloir être assex almables de ndre aux lettres courtoisement rédiglése ou, si cale leur est matériellemen assible, de ranvoyer à leurs correspondants les documents ou photo-ient pu leur être confide. En répondant, no pas omettre d'indique le éro de l'annons.

4.2. Publication sur le site internet de la mairie



4.3. Affiches en mairie et sur les panneaux d'information de la commune



-OBJET:

CONSTAT D'URBANISME

PIECES JOINTES

PLANCHE PHOTOGRAPHIQUE

-Photos affichage modification n°2 du PLU Sur panneaux d'affichage communaux

VU Mr le Maire de la commune de TRANS- EN-PROVENCE.



- 1 ex. Service de l' Urbanisme de la Commune de TRANS-EN- PROVENCE.
- -1 ex. copie à Monsieur Le Maire de TRANS-EN-PROVENCE (VAR).
- -1 ex. copie archives Police Municipale de TRANS-EN-PROVENCE.

REPUBLIQUE FRANCAISE

POLICE MUNICIPALE

DΕ

TRANS-EN - PROVENCE (VAR)

CONSTAT D'URBANISME N°29-2025-CDSPF

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ ET LE DIX NOVEMBRE

Nous, soussignés, Chef de Service Principal de Première classe de Police Municipale, FALANDRY Paul, en résidence administrative à la Police Municipale de la commune de TRANS EN PROVENCE 33 Avenue de la Gare; agissant en uniforme et étant dans l'exercice de nos fonctions, sous couvert de la voie hiérarchique, assisté du Brigadier chef principal MAADEN Marina et du Gardien Brigadier Laurent COMOR agents de police judiciaire adjoints, dûment agréés et assermentés,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU l'Article L2212-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, VU les Articles D14-1 et 21-2° et 21-2 du Code de Procédure Pénale, VU le Code de la Sécurité Intérieure, notamment l'article L 511-1,

CONSTAT

Ce jour, Lundi 10 Novembre 2025 à 15h00, faisant suite à une demande émanant du service d l'urbanisme rattaché sis Services Techniques de la commune de TRANS-EN-PROVENCE.

Nous nous rendons aux différents points d'affichage réglementaire listés par Monsieur Eric MORI du service de l'Urbanisme. Nous prenons les clichés photographiques des affiches de couleur jaune concernant la modification simplifiée n°2 du PLU (Plan Local d'Urbanisme) aux points désignés suivants: Varrayon, Chemin des Suous, Chemin du Cassivet, angle Daruvar intersection parking Mapouras, Ecole Primaire Jean Moulin, salle culturelle Polyvalente située chemin des Clauses, ainsi qu'en bas du quartier du Peical. Ces affichages publics sont bien visibles de la voie publique et ne sont pas déchirés.

CLÔTURE

En conséquence de quoi, nous dressons le présent constat d'affichage lequel est transmis directement au Service de l'Urbanisme.

Fait et clos à TRANS-EN-PROVENCE, Le dix novembre 2025

L'agent de police judiciaire adjoint :

Le Chef de Service Princip de Dimmière classe de Police Municipale : FALANDRY Paul







